

# Le pouvoir aux travailleurs

10 OCT 1999

N° 68

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE		PAGES
<b>EDITORIAL:</b>		
- DES APPRENTIS SORCIERS JOUENT AVEC LE FEU .....	2 -	3
- UNE "POLICE MODERNE" POUR QUOI FAIRE ? .....		4
- LOGEMENT POUR TOUS, SAUF POUR LES TRAVAILLEURS !	4 -	5
- PRIVATISATIONS : UNE AUBAINE POUR UNE PETITE MINORITE DE PARASITES ET D'EXPLOITEURS .....	5 -	6
- EN AFRIQUE LE SIDA EST UN FLEAU. MAIS C'EST LE CAPITALISME QUI L'AGGRAVE .....	7 -	8
- UNITE AFRICAINE : ENCORE UN SOMMET POUR RIEN ...	8 -	9
- IL Y A 50 ANS LA REVOLUTION CHINOISE .....	9 -	11

## DES APPRENTIS SORCIERS JOUENT AVEC LE FEU

Le retour d'Alassane Ouattara des USA en Côte d'Ivoire en fin juillet dernier et l'annonce de sa candidature en tant que principal dirigeant du RDR à la prochaine élection présidentielle prévue pour octobre 2.000 ont mis dans tous leurs états Bédié, candidat sortant de l'actuel parti au pouvoir et ses partisans.

Une campagne d'une bassesse écoeurante orchestrée par les journaux proches du pouvoir a redoublé de vigueur pour préparer l'opinion publique à une éventuelle annulation de la candidature d'Alassane Ouattara. En effet, selon les promoteurs d'une loi électorale taillée sur mesure pour Bédié, Alassane Ouattara ne remplirait pas le critère qui spécifie qu'il faudrait avoir des parents nés ivoiriens pour être candidat à l'élection présidentielle.

Ce n'est pas la première fois que le PDCI tente d'utiliser une telle arme politique contre un adversaire. Lors des dernières élections législatives, la candidature de l'ex-secrétaire général du RDR, Djéni Kobina, a été annulée sous prétexte qu'il ne serait pas un "vrai" Ivoirien.

Dans le cas d'Alassane Ouattara, une pression à la fois intérieure et extérieure très forte pourrait obliger le pouvoir à reculer et à laisser passer au dernier moment la candidature de Ouattara. Une telle solution serait le moindre mal pour Bédié et ses partisans, car leur campagne basée sur le tribalisme et la haine de l'"étranger" aura suffisamment ruiné l'image de leur adversaire désigné, pour assurer peut-être la réélection de Bédié.

Cependant la campagne de dénigrement contre Ouattara vise aussi à faire passer sous silence un débat sur l'essentiel : le bilan des huit années au pouvoir de Bédié. La politique de ce dernier est loin de plaider en sa faveur. Son régime complètement corrompu est périodiquement éclaboussé par de multiples scandales financiers dont le dernier en date est le détournement de 23 milliards de FCFA.

D'un côté, les dirigeants ne se gênent pas pour se remplir les poches en détournant à tour de bras des fonds publics. De l'autre, ils imposent à la population une politique d'austérité qui dure depuis plus de 15 ans. Le chômage grandissant, les salaires bloqués depuis longtemps, le renchérissement du coût de la vie, poussent dans le sens d'une aggravation croissante de la misère.

De temps en temps, des manifestations contre les hausses des prix des transports et des produits de première nécessité, des grèves dans le secteur privé et deux grèves générales dans la Fonction publique en moins d'un an témoignent d'un mécontentement réel au sein de la population.

Face à cette situation, le gouvernement dit qu'il ne peut rien faire avant l'an 2001, année à laquelle il promet un retour hypothétique à la croissance économique. Qui espère-t-il tromper par ce genre de promesse ? Les caisses de l'Etat sont actuellement vides -ou plus exactement vidées- et le gouvernement cherche désespérément depuis plusieurs mois un crédit de 30 milliards de FCFA.

Alors, handicapé par son impopularité, le gouvernement tente de détourner le mécontentement de la population vers un bouc-émissaire en la personne d'un adversaire politique. Cela présente l'"avantage" pour lui d'amuser la galerie en discutant de l'origine "étrangère" d'un des candidats -tout en évitant de parler du fond de sa propre politique.

Au fond, Alassane Ouattara n'a pas à se plaindre de ce qui lui arrive. Quand il était Premier ministre de 1990 à 1993, il avait lui-même initié une politique démagogique contre les "étrangers" en leur imposant le paiement d'une carte de séjour pour pouvoir vivre en Côte d'Ivoire. En arrivant au pouvoir, Bédié n'a fait que continuer la politique d'Alassane Ouattara dans ce domaine, tout comme en matière de politique d'austérité.

Pour l'élection présidentielle de l'an prochain, il n'y a aucun candidat dont la politique prend en compte les intérêts de la population, pas même le candidat du FPI, Laurent Gbagbo, dont la politique est la même que celle des deux autres, c'est-à-dire une politique qui défend uniquement les intérêts des riches.

En choisissant de faire de l'"ivoirité" leur cheval de bataille, les dirigeants ont délibérément choisi d'exacerber les tensions inter-ethniques pouvant dégénérer en affrontements sanglants. Le FPI avait devancé Bédié dans cette politique honteuse, en traînant Ouattara de "Burkinabé" quand celui-ci était Premier ministre. Et Ouattara lui-même n'est guère différent des deux autres, comme il l'a montré par sa politique quand il était au pouvoir.

Le comportement irresponsable de tous ces gens montre bien le peu de cas qu'ils font du sort de la population qui risque de payer de sa vie leur politique qui menace de plonger le pays dans une guerre civile.

Déjà, il n'y a pas longtemps, il est arrivé que, ici des pêcheurs "ivoiriens" s'en prennent à ceux d'origine malienne (appelés "bozos") vivant en Côte d'Ivoire bien avant l'indépendance, là des paysans de différentes ethnies s'affrontent autour des problèmes de partage de terre. Il n'est pas difficile d'imaginer que des tensions sociales de ce genre, exacerbées par la crise économique et la misère, peuvent se généraliser à tout moment en une guerre fratricide.

Les travailleurs et les populations pauvres ont donc tout intérêt à rester en dehors de la querelle actuelle opposant des serviteurs des riches au pouvoir à ceux de l'opposition. Car tout en ayant rien à y gagner, ils risquent fort d'en être les victimes.

---

# L E U R S O C I E T E

---

## UNE "POLICE MODERNE" POUR QUOI FAIRE ?

Dibonan, entouré de ses sous-fifres, et autres assassins galonnés, a tenu une conférence de presse. Il a dit, "Plus de grenades lacrymogènes, de matraque et d'armes à feu au cours des manifestations publiques". "La police a pour mission de protéger les populations les plus faibles contre les agresseurs et celles de défendre les institutions de l'Etat". Voilà autant de phrases creuses ou de mensonges dites au cours de cette conférence de presse.

Plus d'une fois on a vu à l'oeuvre cette fameuse "police moderne". Récemment encore, elle s'est illustrée contre la population en colère face aux augmentations incessantes du coût de la vie. On a vu avec quelle barbarie elle frappait les gens avec la boucle de la ceinture pour faire plus mal ; écrasant femmes et enfants sous leurs talons ;

tirant des bombes lacrymogènes en plein visage ; faisant ainsi un mort à Yopougon et plusieurs blessés.

On se souvient aussi de ce jeune "retrouvé mort" dans une cellule du commissariat. A peine une semaine auparavant, c'était un jeune comptable arrêté injustement aux Deux-plateaux alors qu'il attendait son Wôro-wôro. Ce dernier avait trouvé la mort à l'école de gendarmerie, après avoir été dépouillé de sa paie. Pourquoi ? Parce que lors d'un "contrôle de routine", son nom ne sonnait pas bien "l'ivoirité". Quelques mois avant encore, c'était ce jeune élève d'Anyama qui avait été abattu de sang froid dans le dos par un policier.

La voilà, la police moderne à l'oeuvre pour "protéger les populations les plus faibles contre les agresseurs".

## LOGEMENT POUR TOUS, SAUF POUR LES TRAVAILLEURS !

Le 05 octobre dernier, à l'occasion de "la 14ème journée mondiale de l'habitat", le ministre du Logement et de l'Urbanisme, Tiapani, a fait la tournée de quelques chantiers. Il dit qu'il va "dresser un bilan" et "examiner les voies pour une

politique de promotion du logement pour tous en Côte d'Ivoire".

Le "bilan", selon leur chiffre, c'est la construction effective de 20.547 logements de 1994 à 1999. Alors que les besoins pour la seule ville d'Abidjan,

---

## L E U R S O C I E T E

---

toujours selon eux, sont de 20.000 logements par an et autant pour toutes les autres villes de la Côte d'Ivoire réunies. Soit, un total annuel de 40.000 logements.

On peut être sûr que dans ces 40.000 logements par an, ils n'ont pas compté les besoins en logement des travailleurs c'est-à-dire de ceux-là mêmes qui produisent réellement les richesses dans les usines et les chantiers par exemple.

La déclaration du ministre du Logement ne concernait que les clients potentiels des promoteurs de l'immobilier, ceux qui sont solvables et sont prêts à déboursier plusieurs millions pour

s'acheter un logement.

Dans cette société capitaliste, même les besoins les plus élémentaires ne peuvent être satisfaits que par ceux qui ont de l'argent. Le logement étant une marchandise comme une autre, les travailleurs et les pauvres ne peuvent pas satisfaire de façon décente ce besoin élémentaire.

C'est lorsque la société produirait des richesses pour satisfaire les besoins de tous ses membres -et pas uniquement pour faire des profits individuels- qu'il y aura des "logements pour tous". Mais autant dire qu'il faut d'abord supprimer l'organisation capitaliste de la société actuelle.

### PRIVATISATIONS : UNE AUBAINE POUR UNE PETITE MINORITE DE PARASITES ET D'EXPLOITEURS

Depuis 1991, année où a commencé "la première phase" des privatisations d'entreprises d'Etat, jusqu'à la fin de l'année 1998, un total de 54 entreprises publiques ou semi-publiques ont déjà été bradées. Il reste encore huit entreprises à privatiser avant la fin de l'année 1999 pour "boucler" cette "première phase". Parmi celles-ci il y a : la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage), Air Ivoire, Sotra, Gaz de Côte d'Ivoire, entre autres.

Les plus gros morceaux de ces privatisations sont allés dans les mains des trusts et des grandes

sociétés françaises comme Bouygues ou Bolloré qui ont fait là des affaires juteuses.

Quant à l'Etat ivoirien, il a encaissé une somme de 279 milliards de francs CFA. Mais sur cette somme quelle est la partie qui a directement atterri sur les comptes en banque personnels de nos dirigeants ?

Bref, tout le monde a gagné le gros lot sauf les travailleurs de ces entreprises dont les salaires n'ont pas bougé, ainsi que les consommateurs et les usagers à revenus modestes (qu'il

---

**L E U R S O C I E T E**

---

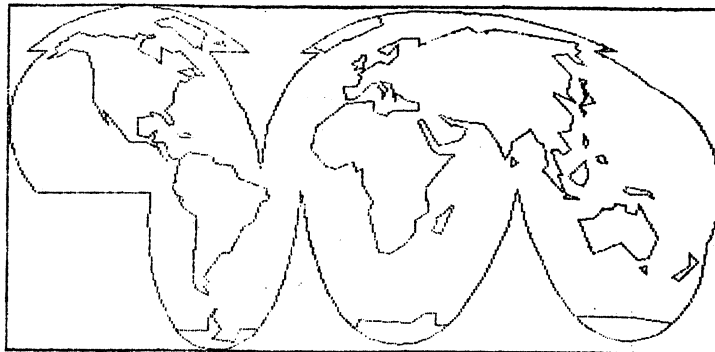
s'agisse de l'électricité ou de la poste).

Bientôt c'est la "deuxième phase" de la privatisation qui va commencer. Le gouvernement espère certainement que cela va, une fois

de plus, passer comme une lettre à la poste. Mais la réaction collective des salariés face à la dégradation de leurs conditions d'existence pourrait être la bonne surprise.

\* \* \* \*  
\* \* \*  
\*  
\* \* \*

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

**EN AFRIQUE LE SIDA EST UN FLEAU.  
MAIS C'EST LE CAPITALISME QUI L'AGGRAVE.**

Au début du mois de septembre s'est tenue une conférence internationale sur le Sida et les maladies sexuellement transmissibles à Lusaka, en Zambie. Évidemment, le bilan est catastrophique pour l'Afrique, le continent le plus touché par le Sida.

Alors que dans les pays riches d'Europe et d'Amérique la propagation de cette maladie semble relativement contrôlée, la situation se dégrade de plus en plus en Afrique. Depuis son apparition, les spécialistes estiment que 34 millions de personnes y seraient infectés en Afrique. En quinze ans on dénombre 11,5 millions de morts. Parmi les personnes nouvellement contaminées la moitié sont des jeunes de moins de 25 ans. Dans quelques pays de l'Afrique Australe, 20% de la population adulte est contaminée par le virus. Ainsi ce fléau, selon les spécialistes de la médecine tropicale, a fait augmenter le taux de mortalité dans certains pays d'Afrique. Au Zimbabwe ce taux a triplé et doublé en Zambie.

En effet le Sida se propage d'autant plus que la situation économique et sociale se dégrade en Afrique. La santé de la population ce n'est le souci des dictateurs en place. Le budget prévu pour ce secteur est à l'image de cette politique. Dans des villes comme Abidjan quand on rentre dans un hôpital pour se faire soigner on est obligé d'acheter et d'amener avec soi des matériels aussi simples que le coton, les compresses. Et la

situation est similaire dans les autres pays d'Afrique Noire. Alors il faut imaginer quel dégât peut provoquer un fléau comme le Sida dont les soins coûtent très cher. Ainsi, à l'heure actuelle dans les grandes villes de l'Afrique Australe, 25 à 30% de la population adulte sont contaminés par ce virus. Et l'épidémie continue à se propager à grande vitesse.

Il est certain qu'on ne peut pas éviter la présence et la propagation du virus du Sida. Mais ce qui sûr c'est que les gouvernements ne font absolument rien pour mener une politique de lutte efficace contre ce fléau. Ils s'occupent seulement à protéger leurs intérêts.

Les dirigeants des pays riches de leur côté ne savent que verser des larmes de crocodile, et ne font rien non plus pour agir en conséquence. Par des organismes internationaux qu'ils contrôlent, ils donnent simplement quelques miettes sous forme de prêt. Et pourtant ces pays regorgent de richesses de toutes sortes pour lutter et contrôler les effets de cette épidémie. Ils ont les moyens techniques et financiers pour venir en aide. Eux aussi c'est le cadet de leur souci.

Et même pire, puisque récemment un trust pharmaceutique a décidé d'arrêter la fabrication d'un produit pour le traitement de la maladie du sommeil. Ce trust, HMR (Hoechst-Marion-Roussel), a estimé que ce n'est pas rentable de fabriquer ce médicament qui concerne les

populations du Tiers Monde, et qui ne sont pas solvables. Et pourtant 150.000 personnes meurent chaque année de cette maladie.

Le virus du Sida est certes responsable de beaucoup de victimes en Afrique. Mais celui qui fait plus de dégâts c'est le

système capitaliste qui règne dans le monde. Un système qui concentre entre les mains d'une minorité toutes les richesses produites par la majorité de la population et qui ne laisse rien pour les besoins de la société. C'est ce système-là qui est le vrai fléau qu'il faut éliminer radicalement.

## UNITE AFRICAINE : ENCORE UN SOMMET POUR RIEN

Le 8 et 9 septembre dernier, le dictateur libyen Kadhafi, en mal de reconnaissance internationale, réunissait chez lui un sommet extraordinaire de l'OUA qui a battu le record d'affluence. 43 chefs d'Etat et de gouvernement africains sont venus à ce sommet que Kadhafi a fait coïncider avec le trentième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

Pour parvenir à un tel coup médiatique, Kadhafi n'a pas lésiné sur les dépenses. Il a affrété deux avions jusqu'au Canada où se tenait le dernier sommet de la francophonie pour transporter directement les dirigeants africains en Libye. Des villas somptueuses ont été construites spécialement pour héberger les dirigeants africains et leurs familles. Kadhafi a même payé les arriérés de sept pays africains envers l'OUA (4,5 millions de dollars). Sur la même lancée il a offert à l'UNESCO une somme de 200 millions de dollars pour financer une bourse pour les étudiants africains. Quelque quatre cents journalistes étrangers ont été invités, tous frais payés, jusqu'à leurs frais de télécommunications, pour couvrir cet événement que ces mêmes journalistes se sont empressés de qualifier d'"historique".

Il n'y a rien eu d'historique dans cette affaire. Kadhafi avait besoin de redorer son blason après les années d'isolement imposé par l'impérialisme américain, suite à l'attentat d'un avion de la compagnie américaine Pan-Am en 1988. Cet isolement a été renforcé par la suite, en 1992, par un embargo aérien contre la Libye. Il a pris fin en juin-juillet dernier, suite à l'acceptation par Kadhafi de livrer à une justice internationale les présumés coupables de l'attentat de 1988.

Ce qui a fait surtout dire et écrire à un certain nombre de journalistes ou de chefs d'Etats africains que ce fut un sommet "historique", c'est surtout le fait qu'on y a parlé pour la première fois de mettre dans la charte de l'OUA, à la demande de Kadhafi, l'expression "Etats-Unis d'Afrique" et d'"Union Africaine". Kadhafi a en outre demandé aux chefs d'Etat venus à ce sommet de décider de la mise sur pied, dès l'année prochaine, d'un certain nombre d'infrastructures d'union telles que le "Parlement panafricain", une "Banque Centrale" ou un "Fond Monétaire Africains". Toutes ces infrastructures ont déjà été préconisées lors du sommet d'Abuja en 1991 mais leur réalisation n'avait été envisagée que pour



l'année 2025. Kadhafi, lui, voudrait qu'elles soient effectives dès l'an 2 000. Cela a suffi pour que des journalistes parlent de lui comme d'un "visionnaire" qui aurait à coeur d'unifier l'Afrique face au "défi de la mondialisation".

Depuis la création de l'OUA en 1963, et même bien avant, il est de bon ton dans le milieu des dirigeants africains de parler de l'"unité de l'Afrique". Mais il faut constater que même les quelques débuts de tentatives de fédérations au lendemain des indépendances (pour ne citer que la Fédération du Mali ou de celle de la Guinée et du Ghana) ont toutes échoué à peine après leur naissance. Kadhafi, lui-même, en trente ans de pouvoir, a déjà tenté huit unions ou fédérations avec des pays arabes ou africains. Aucune n'a duré au-delà de quelques mois.

Les dictateurs qui règnent en Afrique tiennent trop à leur pouvoir, source de privilèges et de fortunes pour eux et pour leurs familles, pour sacrifier les Etats qui leur servent à s'enrichir. Ils tiennent comme sacrées les frontières héritées du colonialisme, fussent-elles complètement artificielles au point de diviser un village en deux ou une même ethnie en plusieurs "nationalités".

Les puissances coloniales ont morcelé le continent africain en plusieurs Etats au moment des indépendances pour pouvoir

continuer à les dominer. Elles ont placé à leur tête, des hommes bien à leur solde pour effectuer le travail du maintien de l'ordre afin que les grandes compagnies et les trust puissent continuer leur pillage des richesses naturelles du continent. Elles laissent au passage quelques miettes aux dictateurs locaux. Alors quand ce sont ces mêmes dictateurs qui parlent d'"unité", tout au plus cela pourrait s'apparenter à une sorte de "syndicat" de dictateurs pour défendre leurs intérêts communs. L'OUA n'est rien d'autre que cela en réalité.

La division de l'Afrique en une multitude d'Etats dont certains sont microscopiques est pourtant un lourd fardeau pour les populations africaines. Même si l'unité en soi ne peut pas résoudre les problèmes de l'exploitation, de la misère et du sous-développement, la suppression de ces frontières serait déjà une source de conflits en moins entre les populations et surtout une source de tracasserie en moins pour les déplacements de ces populations. Mais compter sur nos dictateurs pour réaliser cette unité serait une naïveté. Seule la population organisée et mobilisée, prenant en compte son propre destin contre les dictatures et contre l'impérialisme qui les soutient, peut réaliser cette unité-là. Celle-ci, réalisée dans la lutte et dirigée démocratiquement par les exploités en armes pourrait prendre la forme d'Etats-Unis socialistes d'Afrique.

## IL Y A 50 ANS LA REVOLUTION CHINOISE

Le 1er octobre 1949, Mao Tsé Toung, dirigeant du Parti

Communiste Chinois (PCC) proclamait la République Populaire

de Chine.

Ce parti n'avait de communiste que le nom. En réalité il n'avait aucun lien avec la classe ouvrière. D'ailleurs les dirigeants de la révolution chinoise de 1949 ne se donnaient pas pour objectif le communisme. Ils n'avaient pas comme objectif de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, de réorganiser l'économie à l'échelle du monde pour mettre les moyens de production au service des besoins de tous et non pas d'une minorité de privilégiés.

A cette époque la Chine était complètement dévastée. La population était soumise à des famines effroyables pendant que les seigneurs de guerre, les grands propriétaires terriens ainsi que les puissances occidentales qui avaient placé le pays sous leur tutelle se livraient à un véritable dépeçage.

Mao a conduit la lutte nationaliste pour doter la Chine d'un Etat qui ne soit pas une simple agence des grandes puissances.

Le régime de Tchang Kaï Check en place depuis 1927 était honni de toute la population, y compris des bourgeois. Des fonctionnaires corrompus de Tchang n'hésitaient pas à les rançonner.

Les dirigeants du PCC n'étaient pas hostiles à ces bourgeois. Au contraire ils préconisaient le "*bloc des quatre classes*" où les "*bourgeois patriotes*" avaient une place de choix.

Mao essaya même de persuader les puissances impérialistes qu'il ne leur était pas hostile pourvu qu'elles le laissent moderniser la Chine.

Mais les puissances occidentales, à leur tête les Etats-Unis d'Amérique décrétèrent le blocus du pays. Pour faire face à ce blocus, Mao se tourna vers l'URSS. Ce rapprochement ainsi que la faiblesse de la bourgeoisie nationale incapable de développer la Chine, lui inspirèrent de nationaliser l'économie.

Entre les mains des nationalistes, cette étatisation de l'économie était certes destinée à assurer un certain décollage de l'économie du pays. Mais c'était aussi un moyen de maintenir la population sous son contrôle et d'exploiter les travailleurs et les paysans pauvres afin d'extraire de quoi construire un embryon d'économie moderne.

Ce but ne fut pas vraiment atteint. Cependant depuis le début des années 1970, l'impérialisme américain a choisi de modifier son attitude envers la Chine. Cette nouvelle stratégie de l'impérialisme fut symbolisée par une poignée de main en 1972 entre Nixon le président des USA et Mao.

Dès lors les dirigeants chinois entameront une autre sorte de "*longue marche*", cette fois en direction d'une économie de marché : ouverture progressive aux investissements occidentaux et japonais, libéralisation des prix. Au début les entreprises privées étrangères se limitaient dans les zones "*franches*" c'est-à-dire des endroits où elles étaient libres d'exploiter les travailleurs jusqu'à 12 à 14 heures par jour pour des salaires de misère. Aujourd'hui c'est tout le pays qui est en train d'être mis à leur disposition.

Une petite bourgeoisie chinoise avide de s'enrichir a bénéficié des retombées des "*restructurations*" ainsi que des

privatisations des entreprises publiques. Tout cela évidemment se fait sur le dos des travailleurs et des paysans pauvres impitoyablement sacrifiés sur l'autel de l'ouverture au marché. Plus l'économie chinoise s'ouvre aux capitaux et plus les inégalités s'accroissent et plus la Chine s'enfonce dans le sous-développement si tant est qu'elle ait pu en sortir.

La Révolution Chinoise, le langage radical de sa direction, ont constitué pendant des années une référence, un exemple pour bien des dirigeants petits

bourgeois du Tiers-monde.

Mais le maoïsme a apporté la preuve qu'il n'y a pas d'autres voies pour sortir le monde du sous-développement que la politique véritablement communiste, c'est-à-dire celle de la révolution prolétarienne internationale. Cette révolution, est à préparer et à construire. En s'étendant vers les bastions de l'impérialisme là où les richesses de la bourgeoisie sont accumulées depuis des siècles, elle seule pourra sortir l'humanité du sous-développement, de la misère et de la dictature.

\* \* \* \* \*  
\* \* \*  
\*

## CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.